

**Lettre ouverte**

**au Président de la Banque mondiale**

**M. James P. Wolfensohn**

**et au**

**Conseil des directeurs exécutifs**

**au sujet du projet d'oléoduc entre le Tchad et le Cameroun**



Monsieur le Président,

Messieurs les membres du Conseil des directeurs exécutifs de la Banque Mondiale

Les soussignées, organisations environnementales, de développement, des droits de l'homme et religieuses prient la Banque Mondiale de bien vouloir suspendre sa participation au projet de pipeline Tchad/Cameroun jusqu'à ce que soient clairement satisfaites un certain nombre de conditions préalables définies par les ONG et groupes religieux des deux pays concernés. Etant donné que le consortium dirigé par Exxon pose la participation de votre prestigieuse institution comme préalable à la réalisation du projet, votre action pourrait décider de l'issue de ce projet.

Les organisations des sociétés civiles tchadienne et camerounaise ont énuméré les conditions à remplir avant l'exécution du projet. Elles sont relatives aux questions centrales de la responsabilité, de la transparence, et du respect du droit, qui sont des valeurs que vous préconisez pour une bonne gestion des affaires publiques et dans la lutte contre la corruption. Dans le cas présent, notre inquiétude est relative au retour à la violence qu'engendrerait ce projet en particulier au sud du Tchad. Actuellement rien ne garantit que les retombées financières issues du projet serviront à améliorer les conditions de vie des populations des pays concernés, dans la mesure où l'éradication de la pauvreté ne constitue vraisemblablement pas une priorité des deux gouvernements. Contrairement aux conditions requises par la Banque Mondiale (Directives Opérationnelles 4.01 sur l'évaluation environnementale), les populations locales n'ont pas été consultées lors de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental (E.I.E.). En outre, cette étude suscite des inquiétudes quant à sa conformité avec les normes environnementales acceptées à l'échelle internationale pour des projets de cette nature.

Notre objectif est d'attirer par la présente votre attention sur la situation particulièrement inquiétante qui prévaut dans le sud du Tchad, où l'on assiste à de graves violations des droits de l'homme, et sur les insuffisances constatées dans l'Etude d'Impact ainsi que dans le Plan de Gestion de l'Environnement réalisés dans le cadre du projet soumis à la Banque Mondiale par Exxon.

**LES DROITS DE L'HOMME**

Selon Amnesty International, cent civils non armés ont été massacrés en mars 1998 par les forces de sécurité tchadiennes dans la région pétrolière au sud du Tchad. Ce récent massacre fait suite à celui d'octobre 1997, qui coûta la vie à au moins quatre-vingt personnes non armées. Les organisations tchadiennes et étrangères des droits de l'homme interpellent la communauté

internationale sur la menace constante des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires et des tortures qui sévit dans la région. Ces événements sont liés à l'importance des bénéfices pétroliers escomptés.

En poursuivant les factions rebelles, les forces gouvernementales en sont arrivées à tuer sans discrimination et à persécuter les populations civiles qui résident dans la zone du projet.

Aucune enquête n'a été ouverte à ce sujet et aucun des responsables n'encourt des poursuites judiciaires. Selon l'Agence France Presse, le Président tchadien a récemment dénoncé ce qu'il a appelé "l'ensemble de mesures démocratiques préalables» imposé aux Etats africains par les pays riches. Le projet pétrolier, par son envergure, aboutira plus vraisemblablement à ressusciter trente années de longue guerre civile plutôt qu'à œuvrer véritablement à l'éradication de la pauvreté et à un développement durable.

## **ETUDE D'IMPACT ET PLAN DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Dans un article paru dans le Wall Street Journal du 14 octobre 1997, le Président de la société Exxon déclarait que les pays en développement devraient se garder d'imposer des mesures de protection de leur environnement, afin de ne pas courir le risque de perdre des investissements étrangers. Cette attitude pèche par le fait qu'elle omet de reconnaître que la plupart des populations africaines dépendent directement de la terre, de la forêt, de l'eau des rivières pour satisfaire leurs besoins vitaux. Cette même attitude peut aussi expliquer l'absence de recommandations conséquentes dans l'Etude d'Impact et dans le Plan de Gestion de l'Environnement.

A ce niveau, nous souhaiterions attirer votre attention sur certains points contenus dans les documents récemment soumis par Exxon à la Banque Mondiale, et relatifs à la partie camerounaise du projet. De plus amples détails seront fournis dans le cours de cette correspondance.

## **PLAN DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT (P.G.E)**

La Banque Mondiale exige que les Plans de Gestion de l'Environnement contiennent une identification et un aperçu des impacts négatifs majeurs attendus, la description et les détails techniques de chacune des mesures préventives, la désignation des responsables chargés de la mise en place de ces mesures, ainsi que le calendrier de la mise en œuvre de ces mesures (OD.4,01-Annexe C).

Le Plan de Gestion de l'Environnement est cependant loin de répondre à ces exigences. Il énonce ainsi, par exemple, que le projet "... évitera, où et quand c'est pratique, les situations ou incidents qui pourraient engendrer des effets inacceptables et négatifs aux niveaux bio-physique, socio-économique et sanitaire" (1.3.2). Quels sont donc ces effets potentiellement "inacceptables" et qui devra déterminer "où et quand c'est pratique" d'éviter ces effets « inacceptables » ? Le P.G.E ne fournit aucune réponse à ce sujet.

S'agissant de la Vallée de la Mbéré, une région caractérisée par une faune sauvage et une biodiversité importante, le Plan l'évoque comme "une zone relativement moins dégradée par rapport à l'autre zone de savane dans la partie septentrionale du Cameroun"(2.5.2). De quelle manière cette région bénéficiera-t-elle de la route qui sera construite dans le cadre du projet ? Le P.G.E. ne fournit aucune réponse à ce sujet.

Le Plan mentionne que "*la présence d'une population de pygmées vivant dans la région forestière de Kribi, qui sont cependant assez éloignés du dispositif de transport et des servitudes de l'oléoduc*" (2.11). Les données relatives à la distance entre l'oléoduc et les pygmées restent des plus imprécises. De plus, il n'est nulle part fait mention d'éventuelles retombées du projet pour les populations pygmées. Le chapitre 5 du P.G.E identifie comme mesure préventive la participation des pygmées par le biais des consultations menées pendant la phase d'exécution du projet (chapitre 5, thème 10). Cette formule est en totale contradiction avec la politique de la Banque Mondiale relative aux populations indigènes (O.D. 4.20), qui requiert l'élaboration d'un plan de développement pour ces populations, en même temps que le plan d'investissement du projet.

Le Plan reconnaît son incapacité à "... aborder de manière détaillée tous les points portant sur la spécificité de la localité aux niveaux bio-physique, socio-économique et sanitaire de sorte à élaborer un ensemble de mesures définitives pour l'aménagement de l'environnement" (1.4.2). Il apparaît que les entrepreneurs se chargeront de traiter les effets liés à la spécificité de chaque localité. Si l'on considère les impératifs de temps auxquels ils seront soumis et compte tenu des charges financières qu'occasionnerait un éventuel retard, il y a un conflit d'intérêt qui risque d'être préjudiciable à la protection de l'environnement.

Le fait le plus inquiétant est sans doute le transfert de responsabilité du consortium vers le gouvernement camerounais, auquel semble désormais échoir la lourde tâche de prendre des mesures préventives adéquates pour limiter les atteintes à l'environnement (Voir le chapitre 5 du P.G.E.). Il n'existe aucun moyen d'évaluer les capacités du gouvernement à s'acquitter efficacement de cette mission. Au contraire, le gouvernement fait preuve, tout au moins, d'une incapacité à lutter contre la déforestation sur son territoire.

## **ABSENCE D'UN PLAN D'ACTION EN CAS DE DEVERSEMENT DE PETROLE / MISE EN PLACE D'UN FONDS D'INDEMNISATION**

L'Etude de l'Impact Environnemental (des tanks flottants de stockage et de vidange), (FSO), ne prévoit ni un dispositif de sécurité ni la mise en place d'un fonds d'indemnisation pour couvrir les éventuels dommages (y compris ceux relatifs à la dégradation des ressources naturelles), dans l'hypothèse du naufrage d'un pétrolier. Il est envisagé de mettre sur pied un plan d'action en cas de déversement de pétrole uniquement dans une phase ultérieure du projet.

En l'absence d'un tel plan d'action, la population ne peut pas évaluer l'importance des dégâts qui résulteront d'un éventuel naufrage de pétrolier. Plus précisément, il n'est pas possible de déterminer si les parties responsables de cet incident disposent de moyens adéquats pour contenir la marée noire et éviter ainsi des effets négatifs plus larges sur l'environnement physique et social.

Aucune information n'est fournie, ni dans l'Etude d'Impact Environnemental, ni dans le Plan de Gestion de l'Environnement, sur la manière dont la COTCO effectuera des compensations en cas de naufrage d'un pétrolier et le déversement de pétrole. Il existe une procédure normale, en vigueur aux Etats-Unis (où elle est d'ailleurs consacrée par une loi) et dans d'autres pays, qui exige que le propriétaire ou l'opérateur de tels équipements fournisse les preuves de sa capacité à faire face aux incidences financières des torts qu'il causerait.

Une Etude d'Impact Environnemental a été récemment soumise à la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) par un consortium de sociétés pétrolières désireuses de mener des opérations d'exploitation pétrolière près de l'île de Sakhaline en Russie. A

la fois un plan d'action en cas de déversement de pétrole et un fonds d'indemnisation en cas de marée noire font partie intégrante de cette étude.

## CONCLUSION

Rédigé à la demande de Quality Assurance Group, un rapport daté de janvier 1997 et portant sur l'enveloppe de projets pétrole/gaz de la Banque Mondiale, a montré que le nombre de projets controversés était proportionnellement plus élevé dans le domaine pétrole/gaz que la moyenne de l'ensemble des projets de la Banque Mondiale. Le rapport conclut en ces termes :

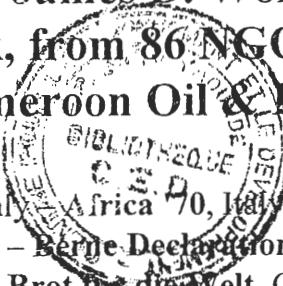
*"... particulièrement dans les pays où la bonne gestion des affaires publiques est précaire, l'enveloppe pétrole/gaz est pratiquement certaine de demeurer un domaine à risques et de contenir un pourcentage de projets controversés au dessus de la moyenne ".* Une gestion inconséquente des affaires publiques et un potentiel de violence existent réellement au Tchad et au Cameroun. Le projet de pipeline entre ces deux pays aggravera probablement cette situation déjà fragile. La situation qui prévaut au Nigéria, ainsi que la guerre civile liée au pétrole en République du Congo constituent des illustrations inquiétantes de l'impact de la production de pétrole dans la région.

L'Afrique a connu une longue histoire marquée par l'exploitation de ses ressources naturelles qui a peu contribué à améliorer la qualité de vie des populations de l'ensemble du continent.

Nous prions la Banque Mondiale d'user de toutes ses capacités et ressources afin de trouver à ce projet à risque des alternatives susceptibles d'avoir un impact positif sur la nutrition, la santé, l'éducation et les autres priorités des populations du Tchad et du Cameroun.

En vous remerciant d'avance de l'intérêt que vous voudriez bien porter à ce sujet, nous vous prions de croire en l'assurance de notre considération distinguée.

# Open Letter to Mr. James D. Wolfensohn, President of the World Bank, from 86 NGOs in 28 Countries Concerning the Chad/Cameroon Oil & Pipeline Project



A SEED Europe, Netherlands – ACRA, Italy – Africa '70, Italy – Agir Ici pour un Monde Solidaire, France – AID/WATCH, Australia – Berne Declaration, Switzerland – Both ENDS, Netherlands – Bretton Woods Project, U.K. – Brot für die Welt, Germany – CECAS, Cameroon – CEE Bankwatch Network, Hungary – Center for Environmental Public Advocacy, Slovakia – Center for International Environmental Law, U.S. – Centre pour l'Environnement et le Développement, Cameroon – Centro Internazionale Crocevia, Italy – CIEFE/RAAF, Cameroon – CIPSI, Italy – Climate Network Africa, Kenya – COCIS, Italy – Comite de Defensa de la Salud de Ilo, Peru – Committee on Vital Environmental Resources, Nigeria – Corporacion de Defensa de la Vida (CORDAVI), Ecuador – Development GAP, U.S. – Environmental Defense Fund, U.S. – Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria – ERA Cameroon – FERN, U.K. – Forest Peoples Program, U.K. – Forum For Protection Of Public Interest, Nepal – Foundation Center for Environmental Legal Assistance (CELA), Columbia – Friends of the Earth International, Netherlands – Friends of the Earth (England, Wales, Northern Ireland) – Friends of the Earth Italy – Friends of the Earth Japan – Friends of the Earth U.S. – General Board of Church and Society, United Methodist Church, U.S. – Gesellschaft fuer Oekologische Forschung, Germany – Global Witness, U.K. – GRAMUE, Cameroon – Grassroots International, U.S. – Greenpeace Italy – Greenpeace U.S. – Halifax Initiative (10 organizations), Canada – Health and Environment Program, Cameroon – Institute for Agriculture and Trade Policy, U.S. – Integrated Development for Eco-friendly and Appropriate Lifestyle (IDEAL), Malaysia – Interchurch Organization for Development Cooperation, Netherlands – International League for the Rights and Liberation of People, Italy – International Rivers Network, U.S. – INHURED International, Nepal – Justice for Nature, Costa Rica – KWIA Supportgroup for Indigenous Peoples, Belgium – Lalanath de Silva, Sri Lanka – Legal Rights and Natural Resources Center, Inc.-Kasama sa Kalikasan/Friends of the Earth-Philipines – Legambiente, Italy – Les Amis de la Terre, France – Lifeline Heritage, Nigeria – Lithuanian Green Movement – Mani Tese, Italy – Milieudefensie, Netherlands – National Wildlife Federation, U.S. – Netherlands Committee for IUCN – Nigerian Environmental Study/Action Team – Oilwatch Africa, Nigeria – Overseas Development Network, U.S. – PERAD, Cameroon – Pro REGENWALD, Germany – Project Underground, U.S. – RAAF/AFAN, Cameroon – Rainforest Information Centre, Australia – Red de Información Rural, Mexico – Reform the World Bank Campaign, Italy – Reseau Foi et Justice Afrique-Europe, Cameroon – Robin des Bois, France – Service Center for Development Co-operation, Finland – Service Humanus, Cameroon – Sierra Club, U.S. – Survival for Tribal Peoples, U.K. – Swiss Catholic Lenten Fund, Switzerland – The Corner House, U.K. – TERRA (Towards Ecological Recovery & Regional Alliance), Thailand – The Institute for Transportation and Development Policy, U.S. – Urgewald, Germany – Watch the Niger Delta, Nigeria – Women in Nigeria – World Economy, Ecology & Development, Germany – World Rainforest Movement, Uruguay – WWF Italy

July 9, 1998

James D. Wolfensohn, President  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433

Dear Mr. Wolfensohn,

The 86 undersigned environment, development, human rights and religious organizations from 28 countries call upon you to suspend World Bank participation in the Chad/Cameroon Oil & Pipeline project until respect for human rights and compliance with World Bank environmental and other policies can be fully guaranteed. We are writing to draw your attention to the especially troublesome situation, including the severe violation of human rights, in southern Chad and to the inadequacy of the environmental impact assessment and environmental management plan for the project submitted to the Bank by Exxon.

The Chad-Cameroon Petroleum Development and Pipeline project, whose primary sponsor is an oil consortium consisting of Exxon, Shell and ELF Aquitaine, plans to develop three oil fields in southern Chad and put in place an export system including a 1,050 kilometer long pipeline, most of which passes through Cameroon, and an off-shore loading facility for crude oil on Cameroon's southern coast. At present, IBRD plans to provide loans of approximately US \$ 115 million to the governments of Chad and Cameroon to help finance their respective portions (ca. 15%) of equity in two pipeline companies, which to 80% or more will be owned by the oil consortium. In addition, the IFC plans to provide loans for about US \$ 250 million for the oil export system. According to an Exxon project document of August 15, 1996, the sponsors consider significant World Bank participation to be a pre-requisite for going forward with the project. Therefore your action may be decisive in determining the outcome of this project.

Civil society organizations in Chad and Cameroon have expressed serious concerns about the preparation of the project relating to the lack of accountability to affected populations, lack of transparency, and absence of the rule of law. Their concerns reflect precisely the values that you are championing in promoting good governance and in your fight against corruption. Under present circumstances we are concerned that the project will lead to escalating civil violence, especially in southern Chad. Moreover, at present there are no guarantees that the financial resources generated by the project will be used to improve living conditions in the countries since poverty alleviation does not seem to be the highest priority of both governments. Contrary to World Bank requirements, there has been no meaningful consultation of local people during the EIA process (formerly OD 4.01 on Environmental Assessment ,at present OP 4.01 on Environmental Assessment in both their Bank and IFC draft versions). Furthermore, the EIA, which was commissioned by EXXON gives little guarantee that internationally accepted standards for environmental protection will be put in place.

## I. Human rights

According to reports by Amnesty International, in March 1998 one hundred unarmed civilians were massacred by Chadian security forces in the oil-producing region in southern Chad. This latest massacre follows a previous one in October 1997, which took the lives of at least eighty unarmed people. Representatives of Chadian human rights organizations and journalists are especially at risk (Amnesty International, Urgent Action, December 1997). According to international press reports, Chadian government forces have resorted to indiscriminate killings and repression of the civilian population in the project area as it pursues rebel groups, who are also known for showing little respect for human rights of civilians (Agence France Press, November 1997). A recent

Resolution by the European Parliament calls attention to the constant threat of more extrajudicial executions, arbitrary arrests and torture in the region (European Parliament, Resolution on Human Rights Violations in Chad, Brussels, June 18, 1998). International observers believe that the renewed conflict and violence are linked to the prospect of massive oil revenues

There has been no investigation into the killings and none of those responsible are being brought to justice. As reported by Agence France Press, Chad's President recently denounced what he called "pre-packaged democracy" being imposed on African states by rich countries. Under such circumstances, the outcome of the high-stakes project may be a renewal of Chad's 30-year long civil war rather than genuine efforts in poverty alleviation and sustainable development.

## **II. Environmental Impact Assessment and Management Plan**

Exxon has commissioned a voluminous Environmental Impact Assessment and Environmental Management Plan (Environmental Assessment, Chad Export Project, Chad Portion and Cameroon Portion, October 1997 and Environmental Management Plan, Chad Portion November 1997/ Cameroon Portion, February 1998).

A report to be released on July 10, 1998 by the official Dutch Commission on Environmental Impact Assessment states that: "The Commission concludes that essential information is lacking in the EAs. On the basis of the EAs neither the project nor its environmental consequences can fully be overseen." Separate analyses by NGOs of the Environmental Impact Assessment and Management Plan have reached similar conclusions (Chad Portion by Friends of the Earth Netherlands, February 1998, Cameroon Portion by Center for Environment and Development, Cameroon and Environmental Defense Fund, May 1998).

The following brief analysis of the Environmental Impact Assessment and Management Plan refers to the Cameroon portion of the project.

### **II. a) The Environmental Management Plan (EMP)**

The World Bank's requirements for Environmental Management Plans include the identification and summary of all significant adverse impacts that are anticipated, the description and technical details for each mitigation measure, the assignment of responsibility for carrying out the mitigation measures and the implementation schedule for the mitigation measures (OP 4.01 - Annex C).

The EMP falls significantly short of these requirements. It states, for example, that the project "...will avoid, where and when practical, those situations or incidents that could cause unacceptable, adverse biophysical, socio-economic or health impacts" (1.3.2). What are those potentially 'unacceptable' impacts and who will define 'when and where something is practical' to avoid these 'unacceptable' impacts? The EMP does not say.

On the Mbéré Rift Valley, a region of important wildlife and biodiversity, the EMP states that it is "one area that is relatively less degraded than the other savanna region in the northern section of Cameroon" (2.5.2). How will this area be affected by the road to be built by the project? The EMP does not clarify.

The EMP states that "A population of Pygmies exists in the Kribi area forests at a distance from the Cameroon Transportation System's land/system easement" (2.11). What does it mean that Pygmies exist at a distance? Again, there is no indication of how the Pygmies are likely to be affected by the project. Chapter 5 of the EMP lists as a mitigation measure that the Pygmies will participate through consultation during the construction phase of the project (Chapter 5, topic 10). Given the lack of civil society participation in the project to date, this is certainly not encouraging and is in violation of the Bank's Indigenous Peoples' policy (OP 4.20) which requires the preparation of an Indigenous Peoples Development Plan in tandem with the preparation of the main investment.

The EMP acknowledges that it is unable to "...address all location-specific biophysical, socio-economic and health topics at the level of detail required to produce a suite of finalized environmental management actions" (1.4.2). It appears that the contractors will be in charge of dealing with the location-specific impacts. Since contractors will be under considerable time pressure since they are paying construction crews who are waiting to work, there is a conflict of interest built into this procedure which bodes ill for effective environmental protection.

One of the most disturbing characteristics of the EMP is that it shifts responsibility for environmental management away from the Consortium and toward the Government of Cameroon. It places the overwhelming burden of responsibility for appropriate mitigation of measures squarely on the Government of Cameroon (pls. see Chapter 5). There is no assessment of the government's capacity to fulfill this role. At least, a fundamental lack of capacity is evident in the government's handling of the country's alarming rates of loss of tropical rainforest. Despite almost ten years of World Bank conditionalities on forestry in the context of structural adjustment programs, forestry reform measures have not been implemented (World Bank Office Memorandum, June 25, 1997).

## **II. b) Lack of Oil Spill Response Plan/ Liability Fund**

The analysis of the environmental impact of the floating storage and off-loading vessel (FSO) component of the project does not include an oil spill response plan nor provisions for a fund to pay liability for damages (including natural resource damages) in case of an accidental oil spill. However, an oil spills response plan, based on a full assessment of the potential damages and risks from oil spills is one of the most basic internationally recognized requirements of any oil development and transport project. For example, an EIA recently submitted to the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) by a consortium of oil companies seeking to build an FSO near Sakhalin Island in Russia included both an oil spill response plan and a liability fund in accord with accepted international practice.

The project only plans on developing an oil spill response plan in the later stages of the construction phase of the project. Without an oil spill response plan and underlying assessment of potential oils spills risk, damages, and liability, it is impossible for the public to know how much damage will result if there is an oil spill from the FSO, and, specifically, whether the responsible parties would have adequate resources to contain the oil spill and prevent broader environmental and social impacts.

There is no mention in the EIA or the EMP of how COTCO (the Cameroon Oil Transportation Company) would pay compensation in case of an oil spill. It is standard practice (and the law) in the United States and other countries that the owner or operator of such a facility provide evidence of financial responsibility.

## **III. Conclusion**

A January 1997 report on the Bank's Oil and Gas Portfolio, which was prepared at the request of the Quality Assurance Group, found that the number of problem projects were proportionately higher in oil and gas as compared with the Bank's general portfolio. The conclusion of the report is that "...especially in countries with unstable governance, the oil and gas portfolio is almost certain to remain risky and contain an above average share of problem projects." Unstable governance and the potential for violence are present in both Chad and Cameroon. The proposed Chad/Cameroon Oil & Pipeline project is likely to further aggravate an already volatile situation. The situation in Nigeria and the oil-related civil war in the Republic of Congo are disturbing examples of the impact of oil development in the region.

Moreover, we have little reason for optimism concerning the environmental attitudes of the oil consortium. In a Wall Street Journal article of October 14, 1997, the chairman of Exxon states that developing countries ought to

avoid environmental controls because otherwise they risk losing foreign investment. There appears to be little recognition that most people in Africa depend directly on land, forests and on the water in streams to meet their needs.

Africa has witnessed a long history of extraction of its natural resources, which has contributed little to improving the quality of life of ordinary citizens throughout the continent. We call on the World Bank to use its skills and resources to find alternatives to the presently risky Chad/Cameroon Oil and Pipeline project. The Bank's financial resources should be used for operations which have direct positive impacts on nutrition, health, education and other priorities of the people of Chad and Cameroon.

Thank you for your consideration of this matter.

Sincerely,



Korinna Horta

**Environmental Defense Fund, U.S.**



Samuel Nguiffo

**Centre pour l'Environnement et le  
Developpement, Cameroon**

cc: Executive Directors, The World Bank

#### Contact Information:

Korinna Horta  
Environmental Defense Fund  
1875 Connecticut Avenue, N.W. Suite 1016  
Washington, D.C. 20009  
Tel : 202 387 3500  
Fax : 202 234 6049

Samuel Nguiffo  
Centre pour l'Environnement et le Developpement  
P.O. Box 8451 Yaounde Cameroon  
Tel : +237 22 38 57  
Fax : +237 22 38 59

#### Endorsing Organizations:

Aart van den Hoek  
**A SEED Europe, Netherlands**

Theo Ruyter  
**Both ENDS, Netherlands**

Antonio Onorati  
**Centro Internazionale  
Crocevia, Italy**

Giuseppe Biella  
**ACRA, Italy**

David Hunter  
**Center for International  
Environmental Law, U.S.**

Louis Djomo  
**CIEFE/RAAF, Cameroon**

Dhanu River  
**AID/WATCH, Australia**

Amos Belleh  
**CECAS, Cameroon**

Rosario Lembo  
**CIPSI, Italy**

Odetta Piscitelli  
**Africa '70, Italy**

Jozsef Feiler  
**CEE Bankwatch Network,  
Hungary**

Fanuel Tolo  
**Climate Network Africa, Kenya**

Françoise Vanni  
**Agir Ici pour un Monde  
Solidaire, France**

Norbert Brazda  
**Center for Environmental  
Public Advocacy, Slovakia**

Anna Schiavoni  
**COCIS, Italy**

Peter Bosshard  
**Berne Declaration, Switzerland**

Juana Rojas  
**Comite de Defensa de la Salud  
de Ilo, Peru**

Tessa Anota  
**Committee ON Vital  
Environmental Resources,  
Nigeria**

**Corporacion de Defensa de la  
Vida (CORDAVI), Ecuador**

Lalanath de Silva  
**Environmental Lawyer, Sri  
Lanka**

G.Uyi Ojo  
**Environmental Rights  
Action/FoE Nigeria**

Emmanuel Ngnikam  
**ERA Cameroun**

Doug Hellinger  
**Development Gap, U.S.**

Elisabeth v. Capeller  
**FASTENOPFER, Swiss  
Catholic Lenten Fund**

Saskia Ozinga  
**FERN, U.K.**

Marcus Colchester  
**Forest Peoples Programme,  
U.K.**

Narayan Belbase and  
P.M.Sharma Bhusal  
**Forum For Protection Of  
Public Interest, Nepal**

Jose M. Borrero  
**Foundation Center for  
Environmental Legal  
Assistance, Columbia**

Roberta Brook Cowan  
**Friends of the Earth  
International, Netherlands**

Laura Radiconcini  
**Friends of the Earth Italy**

Roberta Brook Cowan  
**Friends of the Earth  
International, Netherlands**

Randal Helten  
**Friends of the Earth Japan**

Andrea Durbin  
**Friends of the Earth U.S.**

Sylvia Hamberger  
**Gesellschaft fuer oekologische  
Forschung, Germany**

Alex Yearsley.  
**Global Witness, U.K.**

Jeanne-Marthe Mindja  
**GRAMUE, Cameroon**

Katherine Kilbourn,  
**Grassroots International, U.S.**

Domitilla Senni  
**Greenpeace Italy**

George Marshall  
**Greenpeace U.S.**

Robin Round  
**Halifax Initiative (10  
organizations), Canada**

Madeleine Ngo Louga  
**Health and Environment  
Program, Cameroon**

Shobhakar Budhathoki  
**INHURED International, Nepal**

Mark Ritchie  
**Institute for Agriculture and  
Trade Policy, U.S.**

Magot Klute  
**Interchurch Organization for  
Development Cooperation  
(ICCO), Netherlands**

Ermelte Realacci  
**Legambiente, Italy**

Wong meng chuo  
**Integrated Development For  
Eco-friendly and Appropriate  
Lifestyle (IDEAL), Malaysia**

**Internazional League for the  
Rights and Liberation of  
People, Italy**

Lori Pottinger  
**International Rivers Network,  
U.S.**

Dr. Rafael Gonzlez, Licda. Shirley  
Snchez, and Licda. Ruth Solano  
**Justice for Nature, Costa Rica**

Johan Bosman  
**KWIA Supportgroup for  
Indigenous Peoples, Belgium**

Marvic M.V.F. Leonen and Mae  
B. Ocampo  
**Legal Rights and Natural  
Resources Center, Inc.-Kasama  
sa Kalikasan/Friends of the  
Earth-Philippines**

Ben Lefetey  
**Les Amis de la Terre, France**

Tony Erha  
**Lifeline Heritage, Nigeria**

Linas Vainius  
**Lithuanian Green Movement**

Irene Bloemink  
**Milieudefensie, Netherlands**

Sabina Siniscalchi  
**Mani Tese, Italy**

Barbara Bramble  
**National Wildlife Federation,  
U.S.**

Wouter Veening  
**Netherlands Committee for  
IUCN**

Damian Ihedioha  
**Nigerian Environmental Study/Action Team (NEST), Nigeria**

Isaac Osuoka  
**Oilwatch Africa, Nigeria**

Colin Rajah  
**Overseas Development Network, U.S.**

Bibert Japhet  
**PERAD, Cameroon**

Pratap Chatterjee  
**Project Underground, U.S.**

Hermann Edelmann  
**Pro REGENWALD, Germany**

Victor Delene  
**RAAF/AFAN, Cameroon**

John Revington  
**Rainforest Information Centre, Australia**

Scott Robinson  
**Red de Information Rural, Mexico**

Francesco Martone and Liliana Cori  
**Reform the World Bank Campaign, Italy**

**Reseau Foi et Justice Afrique-Europe, Cameroon**

Pasteur Luc Norbert Kenne  
**Service Humanus, Cameroon**

Jacky Bonnemains  
**Robin des Bois, France**

Larry Williams  
**Sierra Club, U.S.**

Viginia Luling  
**Survival for Tribal Peoples, U.K.**

Witoon Permpongsacharoen  
**Towards Ecological Recovery & Regional Alliance, Thailand**

Alex Wilks  
**The Bretton Woods Project, U.K.**

Nicholas Hildyard  
**The Corner House, U.K.**

Walter Hook  
**The Institute for Transportation and Development Policy, U.S.**

Jaydee R. Hanson  
Ministry of God's Creation  
General Board of Church and Society  
**United Methodist Church, U.S.**

Susanne Breitkopf  
**Urgewald, Germany**

Ronnie Siakor  
**Watch the Niger Delta, Nigeria**

Nnengi Sekibo  
**Women In Nigeria**

Barbara Unmussig  
**World Economy, Ecology & Development (WEED), Germany**

Ricardo Carrere  
**World Rainforest Movement, Uruguay**

Gianfranco Bologna  
**WWF Italy**